

MOUSSA TOUATI :

«Il est temps de lever l'état d'urgence»

Dans une conférence de presse tenue hier au siège national du parti, sis à la rue Tanger, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a exprimé le soutien de sa formation à la Coordination nationale pour le changement démocratique dans sa démarche d'organiser une marche le 12 février prochain. Il s'est néanmoins demandé si les initiateurs de cette marche ont les capacités de l'encadrer et d'éviter la casse.

«Nous soutenons la Coordination nationale pour le changement démocratique dans sa démarche parce qu'il

est temps de lever l'état d'urgence et d'ouvrir les champs politique et médiatique mais, nous disons qu'au même titre

que cette revendication populaire est légitime, il faut respecter les droits des autres et aussi leurs biens», a déclaré Moussa Touati.

«Le FNA ne participera pas en tant que parti mais nos militants sont libres d'aller marcher», a-t-il encore déclaré.

Dans son analyse de la dynamique sociale traversant l'Algérie et plusieurs autres pays arabes, Moussa Touati dira que le soulèvement populaire de début janvier

dernier est la «conséquence du tout dernier amendement constitutionnel, des fraudes électorales, des violations des libertés individuelles et publiques».

«Nous étions les premiers à nous opposer à cet amendement (les députés du FNA se sont abstenus lors du vote de cet amendement par le Parlement, ndlr). Nous disons maintenant que c'est ce qui a déstabilisé le pays», a-t-il estimé.

L. H.



Photo : Samir Sid

Moussa Touati, président du FNA.

DJAHID YOUNSI :

«Le pouvoir exagère la menace terroriste pour légitimer le maintien de l'état d'urgence»

Dans la conférence de presse tenue hier matin à Alger, le secrétaire général du Mouvement pour la réforme nationale (El-Islah) a communiqué la liste des adhérents à l'initiative pour le changement démocratique que prône son parti.

Parmi eux, figurent des personnalités plutôt connues sur la scène politique nationale et qui ne sont pas d'obédience islamiste. Cette tribune

a permis également à l'ancien SG dudit mouvement de décrier l'attitude du «pouvoir» à plutôt exagérer la menace terroriste pour légitimer le maintien de l'état d'urgence.

Djamel Abdesslem, tout en appelant le ministère de l'Intérieur à ne pas interdire la marche du 12 février, a néanmoins affirmé que son parti n'y participera pas. «Les marches n'entrent pas dans nos priorités du moment mais nous appelons

le pouvoir à autoriser cette marche et aussi à protéger les manifestants», a-t-il déclaré. Il annoncera, par ailleurs, que des personnalités comme «Ahmed Benbitour, ancien chef du gouvernement, et Tahar Benbaïbèche, ancien SG du RND, des partis comme le Mouvement pour la prédication et le changement, le Rassemblement algérien, le MSP, des syndicats comme le SNTE et une aile du Snapap se sont joints à l'ini-

tiative d'El-Islah». Une conférence nationale est ainsi programmée pour le 5 février prochain à Zéralda, justement pour débattre d'une «alternative» que le parti présentera, selon Djahid Younsi, au pouvoir d'abord avant de s'adresser au peuple. D'un ton menaçant, il a averti le «pouvoir» sur le refus de dialoguer avec les «représentants légitimes du peuple».

Sur un autre plan, Djahid Younsi a accusé les tenants du système

d'«exagérer la menace terroriste pour justement maintenir l'état d'urgence et écarter les islamistes, et de faire croire au peuple qu'il y a tension pour rester au pouvoir». Et il est allé jusqu'à reprocher à des partis politiques sans les nommer de véhiculer ce discours pour «bénéficier», selon ses termes, «de leur proximité avec les sphères de décision».

L. H.

TIZI-OUZOU

Forte mobilisation à l'appel des étudiants «pour un changement politique radical»

En dépit de la pluie et du mauvais temps, des milliers de marcheurs ont battu le pavé dans la matinée d'hier, mardi, à Tizi-Ouzou, à l'initiative de la CLE, Coordination locale des étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou.

Ils étaient plus de dix mille (les organisateurs parlent de 15 mille) à répondre à l'appel à une marche qui se voulait trans-partisane, populaire et œcuménique dans ses mots d'ordre, car mêlant des revendications de nature socio-pédagogique à d'autres, à portée politique. «Pour une université performante et progressiste», «pour un changement pacifique, démocratique et radical du

système», sont les slogans qui résument les objectifs qui ont été fixés à cette action revendicative des étudiants auxquels se sont joints de nombreux citoyens, essentiellement des militants et élus locaux ainsi que des parlementaires du RCD, dont le souci de «visibilité» lors de cette marche, aux côtés des étudiants, se veut, selon le sénateur Ikharbane, un soutien aux revendications socio-pédagogiques des étudiants, «dont nous partageons les mots d'ordre appelant à un changement radical du système politique en Algérie».

Une revendication qui revient tel un leitmotiv dans les slogans scandés ou écrits sur les banderoles et



Photo : DR

Des milliers de manifestants ont répondu à l'appel.

les affichettes brandies par les manifestants et portant la griffe de la CLE. Tout en demandant le maintien du CAPA pour les étudiants en droit ainsi que l'ouverture de la post-graduation et la sécurisation de l'université, les

manifestants n'ont pas cessé de crier «pouvoir assassin, y en a marre de ce pouvoir, halte à la corruption, halte à la répression ! pour l'ouverture des champs politique, syndical et médiatique, pour le respect des libertés

démocratiques...» Autre fait saillant : les marcheurs qui ont tenu à exhiber le drapeau tunisien ont scandé : «Bouteflika dégage !» «Bouteflika-Ouyahia, Houkouma irhabia ; pouvoir assassin ; corrigez l'histoire, l'Algérie n'est pas arabe...» sont des slogans qui remontent aux années de la revendication identitaire et à celles de la contestation citoyenne du début de la décennie écoulée. Pour Yacine, étudiant de fin de cycle en génie mécanique, «la permanence de ces slogans et leur reprise aujourd'hui par de jeunes étudiants de 20 ans est une preuve que le système dictatorial, répressif et corrompu, en place depuis l'indépendance suscite l'exaspération du peuple. Il faut un changement radical qui fasse place à un autre système politique respectant la démocratie et toutes les libertés».

S. A. M.

LES CITOYENS DE RAFFOUR REVIENNENT À LA CHARGE

La RN15 de nouveau fermée

La population, faute d'interlocuteur fiable et face aux fausses promesses, mais surtout à une marginalisation criante, se voit obligée de revendiquer ses droits les plus élémentaires de recourir aux actions de rue. Hier encore, la population du village Raffour, dans la commune de M'chedallah, a récidivé en procédant, pour la deuxième fois en moins d'une semaine, à la fermeture de la RN15 au niveau du pont Wakour, situé à la sortie-est de ce village de la commune de M'chedallah.

D'après certains villageois que nous avons joints par téléphone, la première action initiée dans la matinée a été l'œuvre d'un groupe de citoyens qui voulaient attirer l'attention des autorités de la wilaya sur le retard mis par le promoteur dans la réalisation de 109 logements LSP. Au total, ils étaient 40 futurs bénéficiaires à s'être acquittés de leurs droits en versant leur quote-part au promoteur depuis plus de 3 ans, sans que le projet ne soit encore démarré.

Cette action a visiblement attiré l'attention des autres citoyens qui se sont joints, quelques minutes après, à l'action pour réitérer les revendications de la semaine dernière restées sans suite et relatives à l'assainissement, à la nécessité de la réalisation d'une nouvelle conduite d'AEP — l'ancienne étant en amiante —, le changement des fils électriques en torsadé, ainsi que la réhabilitation du réseau électrique au niveau du village de Thaddart Lejdj, situé en haute montagne, après la destruction des fils par les terroristes durant les années 1990.

Après plus de trois heures de fermeture qui a grandement pénalisé encore une fois les usagers de cette route qui l'empruntent pour aller vers la wilaya de Béjaïa et son port ou vers Jijel, une délégation a été constituée et devait rencontrer les responsables de la wilaya dans l'après-midi.

Y. Y.

MARCHE NATIONALE DU 12 FÉVRIER

La demande d'autorisation déposée aujourd'hui

C'est ce matin que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) déposera auprès de la Wilaya d'Alger la demande d'autorisation de la marche nationale pacifique à laquelle elle a appelé pour le samedi 12 février.

La Coordination a maintenu de déposer cette demande même si, entre-temps, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, a, dans un entretien à Liberté, affirmé qu'aucune marche ne sera autorisée dans la capitale.

Pour la Coordination, qui reste résolue à organiser la manifestation, il s'agira d'acculer le pouvoir qui, sous prétexte du risque d'attentats terroristes, interdit toutes les marches à Alger. D'ailleurs, l'un des mots d'ordre de la coordination n'est que la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 19 ans.

Un état d'urgence dont le pouvoir se sert aujourd'hui pour fermer les espaces et les cadres d'expression et bafouer les libertés politiques et syndicales. En un mot, la liberté d'expression. La Coordination réclame, au demeurant, l'ouverture des champs politique et médiatique. Une revendication qui fait consensus au sein de la classe politique et parmi les organisations de la société civile, parties prenantes ou pas dans la Coordination. Mais plus fondamentalement, la Coordination, initiée au lendemain des émeutes de début janvier, revendique un changement pour un Etat démocratique. Ce qui passe par le changement du système en place et qui gouverne le pays depuis l'indépendance.

La Coordination est un espace fédérateur qui regroupe des partis politiques, des syndicats et des associations de la société civile. Dans sa

dernière déclaration, elle a lancé un appel au peuple algérien à rejoindre la marche du 12 février et à se mobiliser pacifiquement pour le changement.

Farid S.

M. Sidi Saïd nous écrit

Le quotidien *Le Soir d'Algérie* a, dans son édition du 31 janvier 2011, fait état de propos tenus à mon encounter par Monsieur Nordine Aït-Hamouda, député du RCD. Outre le fait que ces propos soient dénués de tout fondement, ils dénotent d'un manque flagrant d'éthique, de morale et de culture de leur auteur. L'auteur de ces déclarations diffamatoires et calomnieuses aura à en répondre devant la justice de la République.